



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 février 2002
Français
Original: anglais

Lettre datée du 25 février 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par la République démocratique populaire lao en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 25 février 2002, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de la République démocratique populaire lao
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport établi par le Gouvernement de la République démocratique populaire lao conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 2001 (voir appendice).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son appendice en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République démocratique populaire lao
(Signé) Alounkeo **Kittikhoun**

Appendice

Rapport établi par le Gouvernement de la République démocratique populaire lao sur les mesures prises en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

I. Introduction

Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao estime que les actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, où qu'ils soient commis, quel qu'en soit le moment et quels qu'en soient les auteurs, doivent être considérés non seulement comme une agression contre des innocents, mais aussi comme une menace à la stabilité des nations, ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales. Le terrorisme mine le fondement même des sociétés et entrave le plein exercice des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés premières. Étant donné la dimension mondiale des attaques terroristes du 11 septembre contre les États-Unis d'Amérique, il apparaît de plus en plus urgent que la communauté internationale lutte contre le terrorisme de manière concertée, conformément aux principes généraux du droit international et à la Charte des Nations Unies, pour faire justice et renforcer la paix et la sécurité internationales. Le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies sera à cet égard d'une importance cruciale.

La République démocratique populaire lao soutient l'application de la résolution 56/1 de l'Assemblée générale, qui appelle à la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et demande instamment à tous les États Membres de prendre toutes les mesures possibles pour appliquer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité après la tragédie du 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique.

Le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a exposé à plusieurs reprises sa politique sans équivoque et cohérente de lutte contre le terrorisme. Dans le message de condoléances qu'il a adressé le 12 septembre 2001 au Président des États-Unis d'Amérique, M. Khamtay Siphandone, Président de la République démocratique populaire lao, a notamment réaffirmé que la République démocratique populaire lao était décidée à coopérer avec la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme. M. Somsavat Lengsavad, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, a renouvelé cet engagement lors de son intervention à l'occasion du débat général de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Par ailleurs, lors du septième Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui s'est tenu le 5 novembre 2001 à Bandar Seri Begawan (Brunéi Darussalam), M. Bounnhang Vorachit, Premier Ministre de la République démocratique populaire lao a signé, avec les autres chefs d'État et de gouvernement de l'ANASE, la Déclaration de l'ANASE relative à une action commune face au terrorisme, qui a pour but d'encourager les efforts des États membres dans la lutte contre le terrorisme.

II. Mesures prises par le Gouvernement lao pour prévenir le terrorisme

Le Gouvernement lao est résolu à mettre en oeuvre la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. S'il est vrai qu'il ne dispose pas encore du cadre juridique interne, de l'expertise, des compétences et des ressources nécessaires, le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a cependant déjà déployé de nombreux efforts pour prévenir les activités terroristes, notamment en prenant les mesures ci-après :

1. Les mesures de sécurité et d'inspection ont été renforcées à l'aéroport international, aux postes de frontière et dans les locaux des missions diplomatiques et des organisations internationales. Le contrôle de l'immigration et la sécurité de l'aviation civile ont également été renforcés.
2. Toutes les ambassades et consulats de la République démocratique populaire lao à l'étranger ont reçu l'instruction de ne pas délivrer de visa aux individus soupçonnés d'être associés à des activités terroristes ou des groupes terroristes. Cette mesure a été prise afin d'empêcher que des terroristes ne trouvent refuge sur le territoire lao.
3. En application des dispositions des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la prévention et à la répression du financement du terrorisme et suite à une note diplomatique de l'ambassade des États-Unis à Vientiane, la Banque de la République démocratique populaire lao a adopté le 11 décembre 2001 le décret No 307/BoL, par lequel elle a donné instruction à toutes ses agences, aux banques commerciales et autres banques du territoire, de prendre toutes les mesures possibles pour examiner les transactions et geler les avoirs des terroristes. Après enquête, aucun avoir lié à des activités terroristes n'a été signalé.
4. La République démocratique populaire lao a signé et ratifié les conventions internationales sur le terrorisme ou ayant trait au terrorisme ci-après :
 - 4.1 La Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Tokyo, 1963);
 - 4.2 La Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 16 décembre 1970);
 - 4.3 La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 23 septembre 1971);
 - 4.4 La Convention sur les substances psychotropes (Vienne, 1971);
 - 4.5 La Convention unique sur les stupéfiants (New York, 1961).

III. Mesures qu'entend prendre le Gouvernement de la République démocratique populaire lao en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

Comme indiqué plus haut, le Gouvernement lao est résolu à mettre en oeuvre la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Il convient de noter que la République démocratique populaire lao établit actuellement un nouveau cadre juridique et redouble d'efforts pour incorporer ses obligations internationales,

notamment celles qui découlent de la résolution 1373 du Conseil de sécurité, à la législation nationale. Le Gouvernement espère ainsi renforcer les capacités nationales, améliorer le mécanisme d'établissement des rapports et développer des outils plus efficaces pour se conformer à ses obligations internationales. Pour y parvenir, le Gouvernement lao a besoin du soutien de la communauté internationale.

Dans le cadre de ses efforts continus de coopération avec la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, le Gouvernement lao soutient fermement l'adoption rapide du projet de convention générale sur le terrorisme international. À cet égard, il remercie le Comité spécial du terrorisme international pour ses efforts. Le Gouvernement lao a par ailleurs d'ores et déjà décidé de devenir partie aux conventions internationales ci-après :

1. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, 1973;
2. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, 1997;
3. Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, 1998;
4. Convention internationale contre la prise d'otage, 1979;
5. Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

IV. Conclusion

À ce jour, les activités menées par la République démocratique populaire lao pour prévenir le terrorisme ont été limitées, en raison du grand nombre d'obstacles auxquels se heurte son gouvernement, comme l'insuffisance du cadre juridique interne ou le manque d'expertise et de ressources. Cependant, ces obstacles ne sauraient entamer la détermination et la volonté du Gouvernement lao, qui n'épargnera aucun effort pour lutter contre le terrorisme et coopérer avec la communauté internationale en vue de l'application des dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.